Entretien avec Klaus Regling, MES p04
Un endroit qu'on appelle chez soi p10
Rendre les marchés durables p18

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Info

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE #4 2020



Zoom sur...

Le financement de l'avenir que nous voulons

p06

Prix de la CEB pour la cohésion sociale : Hedona l'emporte

p20

Chère lectrice, cher lecteur



Ce numéro de CEB **Info**, le dernier pour 2020, vous offre un aperçu comparatif de ce que cinq villes européennes ont fait pour assurer une reprise verte et socialement inclusive de la pandémie au profit de leurs citoyens. Dans ces circonstances, l'accès au logement social, en particulier pour les plus vulnérables de la société, a revêtu une importance supplémentaire alors que la pandémie COVID-19 se poursuit. Vous pouvez en savoir plus sur la collaboration de la CEB avec l'Agence irlandaise de financement du logement et la nouvelle Alliance européenne pour un logement social durable et inclusif en France.

L'Union européenne a récemment donné son accord de principe à un vaste plan de relance européen pour aider ses pays membres à renforcer leurs économies. Klaus Regling, le directeur général du mécanisme européen de stabilité (MES), nous donne un aperçu de la réponse de l'Europe à la crise, tandis que Julie Becker, de la Bourse de Luxembourg, nous donne expose son point de vue sur la manière dont la finance durable peut contribuer à stimuler la reprise économique.

Les 11 et 12 novembre, le sommet "Finance en commun" est accueilli par le Forum de Paris sur la Paix 2020 et aura lieu virtuellement. Le sommet réunira toute la communauté du financement du développement pour discuter d'une action concertée en faveur de sociétés durables et résilientes. Rémy Rioux nous donne un aperçu des principaux sujets qui seront abordés. Dans le cadre de ce Sommet, la CEB organise l'événement de haut niveau "L'investissement social pour les personnes, la planète et la prospérité", qui examine les investissements sociaux comme réponse à des défis tels que la crise COVID-19, le changement climatique et l'inégalité sociale, et propose un rôle pour les banques publiques de développement et d'autres acteurs concernés.

Enfin et surtout, vous pouvez faire connaissance avec l'entreprise sociale de Croatie qui a remporté le tout premier prix de la CEB pour la cohésion sociale, une initiative très réussie que nous prévoyons de poursuivre dans les années à venir.

Bonne lecture , restez en sécurité et en bonne santé !

Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB

Sommaire

Un filet de sécurité pour l'Europe
Dialogue avec Klaus Regling, Directeur général du Mécanisme européen de stabilité
p04-05

Le financement de l'avenir que nous voulons
Rémy Rioux s'intéresse au rôle des banques publiques de développement pour permettre une reprise durable après la crise du COVID-19.
p06-07

Des villes à la relance
Thèmes clés de la série d'entretiens "Des villes à la relance" de la CEB par Elisa Muzzini.
P08-09

Un endroit qu'on appelle chez soi
L'Agence irlandaise de financement du logement utilise les fonds de la CEB pour construire de nouveaux logements sociaux.
P10-12

Partager les connaissances, trouver des solutions
Un regard sur un nouveau dossier technique de la CEB sur l'investissement dans les infrastructures sociales.
P13

Dernières approbations de prêts de la CEB
Des prêts totalisant plus de 1,03 milliard d'euros ont été approuvés en juillet et en septembre.
P14-15

Unir nos forces pour le logement social
Jean-Louis Dumont parle d'une nouvelle alliance visant à soutenir l'investissement dans le logement social français.
p16-17

Rendre les marchés durables
Info s'entretient avec Julie Becker, directrice générale adjointe de la Bourse de Luxembourg.
p18-19

Le goût sucré du succès
Nous présentons l'entreprise sociale Hedona, lauréat du Prix de la cohésion sociale de la CEB.
P20-21

Évaluer. Apprendre. Améliorer
Résultats de la première évaluation de la CEB au niveau de l'institution.
P22-23

Actualités et publications
Dernières actualités, événements et publications de la Banque
P24-25

Infographie
Les investissements de la CEB dans les infrastructures sociales favorisent une croissance durable et inclusive.
P26-27



Un doux résultat

Pages 20-21



Info est un magazine de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), réalisé avec l'aide de Blackwood : weareblackwood.com

CEB

Rédacteur en chef : Jelica Vesic
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Milan Bastovanovic ; Letizia Bertrand ; Isabelle Brun ; Katherine Delikoura ; Konstantin Doulamis ; Tony Fernández Arias ; Jacques Mirante-Péré ; Lana Paukovic ; Arnaud Violette
Présidente : Rosa María Sánchez-Yebra Alonso
e-mail: info@coebank.org

Blackwood

Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédit photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.

POUR EN SAVOIR PLUS **https://coebank.org**

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00
Fax: +33 (0)1 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 42 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissement financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son statut.

Un filet de sécurité pour l'Europe



Klaus Regling, directeur général du Mécanisme de stabilité européen (MES) et directeur général du Fonds européen de stabilité financière (FESF), donne ses perspectives pour la reprise en Europe et explique comment les prêteurs multilatéraux aident les États membres de l'UE à atteindre une croissance inclusive et durable.

Info : Quel impact pensez-vous que la pandémie de Covid-19 aura sur les économies européennes à court, moyen et long terme ?

KR : La pandémie a provoqué une chute sans précédent de l'activité économique au cours du premier semestre de l'année, avec une grande dispersion dans les États membres de la zone euro. Les récents indicateurs de haute fréquence montrent un fort rebond au troisième trimestre, bien qu'à un rythme modéré. La réaction politique a été énergique et efficace, combinant expansion budgétaire, assouplissement monétaire et abstention réglementaire. Cela a permis d'amortir une partie du choc sur les revenus disponibles des entreprises et des ménages, et d'éviter les turbulences sur les marchés financiers et l'accès aux marchés souverains.

Néanmoins, la perte économique provoquée par la pandémie sera considérable, et seule une partie de cette perte sera récupérée d'ici 2021. En 2020, le PIB réel tombera probablement à des niveaux qui n'ont pas été atteints depuis 2014, avec une reprise en 2021 pour atteindre les niveaux de 2016 ou 2017. Selon les dernières prévisions, la perte de PIB réel à la fin de 2021 s'élèvera à 270-440 milliards d'euros. Cela correspond à une baisse de 2,4 à 4 % par rapport à 2019.

L'incertitude quant à la reprise est très élevée et pourrait affecter le comportement des ménages et des entreprises, en augmentant l'épargne de précaution et en reportant les décisions de dépenses et les plans d'investissement. Les perspectives à moyen terme de la zone euro après la pandémie verront probablement une baisse de la croissance potentielle, avec des disparités entre les pays, les régions et les secteurs, aggravées par la crise et, qui devraient persister pendant la reprise.

Info : Comment voyez-vous la voie de la reprise et comment le mécanisme de sauvegarde d'urgence contribue-t-il à la réponse globale de l'Europe ?



KR : Une reprise forte et durable nécessitera une action politique énergique de la part des gouvernements nationaux. Cela devrait inclure un effort continu pour mettre en œuvre des réformes structurelles, reconstruire le stock de capital, améliorer les compétences de la main-d'œuvre par des politiques actives du marché du travail, et investir dans la numérisation et l'écologisation des économies. L'augmentation des déficits et des dettes publiques résultant des efforts de lutte contre la pandémie pourrait limiter la capacité des gouvernements à fournir un soutien fiscal continu pour la reprise. Une réponse européenne commune bien ciblée est donc nécessaire. À cette fin, les dirigeants européens ont convenu en juillet d'une enveloppe de 1 800 milliards d'euros, qui combine le cadre financier pluriannuel et l'instrument européen de relance de la prochaine génération.

En outre, l'Europe a fait preuve d'une réaction rapide en matière de politique budgétaire en s'accordant sur trois filets de sécurité pour un volume total de 540 milliards d'euros.

1. La Commission européenne met en place un filet de sécurité pour les citoyens avec son programme SURE de 100 milliards d'euros pour aider les États membres de l'UE à protéger les emplois et les salariés.
2. La Banque européenne d'investissement met en place un filet de sécurité pour les entreprises avec son programme de garantie de 200 milliards d'euros.
3. Le Mécanisme de sauvegarde d'urgence fournit un filet de sécurité aux pays grâce à sa ligne de crédit de soutien en cas de crise pandémique. Chacun des 19 États membres de la zone euro peut demander une ligne de crédit de 2 % de son PIB sur laquelle il peut puiser pour couvrir les dépenses liées aux soins de santé. Si tous les États membres tiraient sur cette ligne de crédit, ce qui est peu probable, cela représenterait un montant total de 240 milliards d'euros.

Info : **À l'avenir, quel rôle le Mécanisme de stabilisation économique et les banques multilatérales de développement (BMD) comme la CEB pourraient-ils jouer pour garantir une croissance plus inclusive, durable et résistante en Europe ?**

KR : Le Mécanisme de surveillance de l'environnement est un exemple de résilience. En acceptant de partager les risques par l'intermédiaire du mécanisme de stabilisation, les pays de la zone euro ont renforcé la résilience de l'économie de toute la région. De même, les BMD comme la CEB ont été créées pour tirer parti des capitaux fournis par leurs membres de différentes manières afin de soutenir la croissance économique. Il existe au moins trois façons dont le mécanisme de garantie de marché pourrait aider les pays de la zone euro à atteindre une croissance résistante, inclusive et durable.

Tout d'abord, les prêts bon marché du MES/FES créent des économies budgétaires importantes pour les pays de la zone euro afin de leur permettre de mener des politiques de croissance durable. Deuxièmement, les conditions du programme peuvent également être conçues de manière à éviter les inégalités. Par exemple, la croissance inclusive était un objectif clair du programme grec, introduisant un régime de revenu de solidarité sociale pour jouer le rôle d'un filet de sécurité sociale. Enfin, notre ligne de crédit de soutien à la crise pandémique complète les réponses nationales importantes, mais inégales, en atténuant le risque de divergences croissantes dues à la capacité inégale des membres de la zone euro à réagir à la crise.

Info : **La CEB et le MES disposent d'un cadre de coopération depuis 2014. Quel potentiel voyez-vous pour renforcer le lien entre les deux institutions ?**

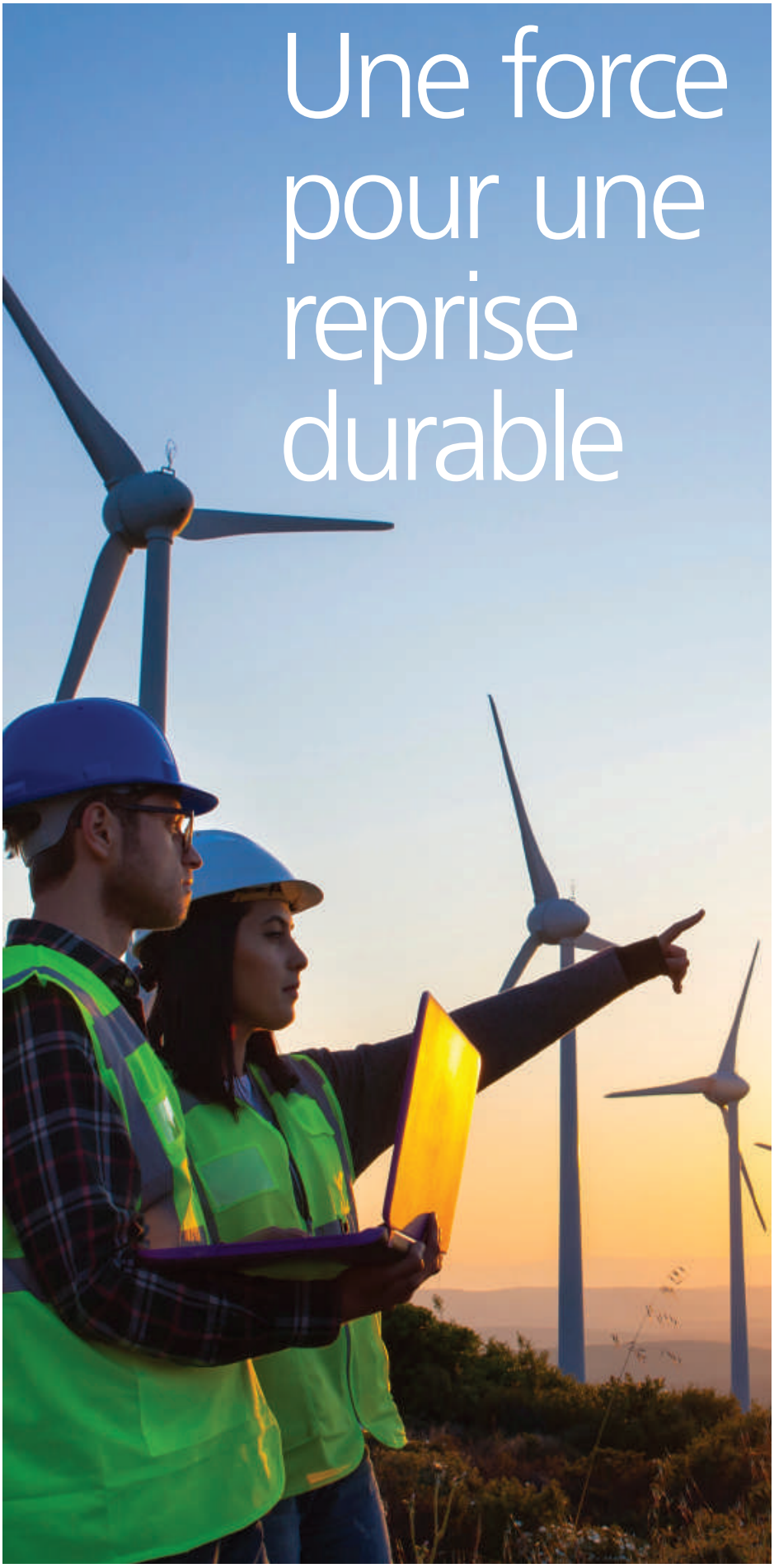
KR : Notre cadre de coopération a permis à la CEB et au MES de faire beaucoup de travail significatif ensemble. Nos fonctions distinctes en matière de risque opérationnel se sont rencontrées à de nombreuses reprises, et l'un des agents de financement de la CEB a été détaché auprès du MES et nous a aidés à préparer la première émission en dollars américains. La CEB a également organisé d'excellentes réunions pour des domaines de travail pertinents comme la gestion de portefeuille.

Nous discutons actuellement d'un accord de continuité des activités pour l'utilisation réciproque des bureaux en cas de catastrophe. S'il s'avérait nécessaire d'évacuer le siège de la CEB à Paris, la CEB pourrait utiliser le site de reprise après sinistre du G.S.S. à Luxembourg. Inversement, si le siège du G.S.S. devait être évacué, le G.S.S. pourrait utiliser le bureau de la CEB à Paris. De plus, le G.S.S. pourrait également apprendre de la CEB en matière de pratiques environnementales, sociales et de gouvernance. La CEB est considérée comme "plus performante" dans ce domaine.



Klaus Regling

- Directeur général du Mécanisme européen de stabilité (MES) et directeur général du Fonds européen de stabilité financière (FESF).
- Plus de quatre décennies d'expérience en tant qu'économiste, ayant occupé des postes de haut niveau dans les secteurs public et privé en Europe, en Asie et aux États-Unis.
- Directeur général des affaires économiques et financières de la Commission européenne de 2001 à 2008.
- Il a également travaillé pour le FMI, le ministère allemand des finances, le Moore Capital Strategy Group et l'Association des banquiers allemands.



Une force pour une reprise durable

Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD) et président de l'*International Development Finance Club* (IDFC), évoque le rôle des banques publiques de développement pour permettre une reprise mondiale durable après la crise du COVID-19.

Alors que la crise sanitaire et socio-économique mondiale déclenchée par le COVID-19 s'étend, la communauté internationale doit relever le défi consistant à permettre la relance sans s'écarter de son engagement envers les objectifs de développement durable (ODD) et l'accord de Paris.

Les banques publiques de développement (BPD) sont des acteurs essentiels pour relever ce défi. Au total, environ 450 BPD, réparties de manière égale dans le monde, fournissent quelque 2 500 milliards de dollars US par an de financements - soit 10 % des investissements publics mondiaux - et probablement davantage au lendemain de la crise.

Réconcilier reprise et durabilité

Les BPD peuvent servir de point d'appui financier grâce à leurs financements anticycliques face à la pénurie de capitaux privés. Outre leur soutien aux réponses immédiates à la crise, les BPD ont un intérêt majeur à lier les besoins à court terme aux transformations à long terme, en raison de leur mandat spécifique et ancré dans leurs circonscriptions locales. Elles peuvent établir un lien entre les gouvernements et le secteur privé, entre court et long terme, l'Agenda 2030 (ODD et Accord de Paris) et les politiques locales, sans laisser personne au bord du chemin.

Depuis le début de la crise COVID-19, les BPD ont démontré leur capacité à agir comme des pompiers anticycliques et à protéger l'économie réelle des effets de la pandémie. Elles y parviennent en accordant des prêts d'urgence, des facilités de financement et des garanties, en réaffectant massivement les fonds ou en mettant en place des mesures d'assouplissement assorties de moratoires sur les remboursements. Plus important encore, les BPD démontrent leur capacité à concilier reprise et durabilité, en opérant avec tous les partenaires qui le souhaitent dans le monde entier.

À propos de l'IDFC

- Créé en 2011 pour offrir une plateforme permettant de promouvoir et de tirer parti des investissements en faveur du développement durable dans le monde entier.
- Le principal groupement de **24** banques de développement nationales et régionales dans le monde, principalement actives sur les marchés émergents.
- Les membres sont alignés sur les agendas des ODD et de l'Accord de Paris sur le climat, et travaillent ensemble pour les mettre en œuvre.
- Ses actifs cumulés s'élèvent à **4 000 milliards** de dollars US et ses engagements annuels à plus de **850 milliards** de dollars US, dont **200 milliards** de dollars US pour le financement du climat, en font le premier contributeur mondial de financement public pour le développement et le climat.

Un mandat renforcé pour les BPD

Toutefois, je suis fermement convaincu que les BPD sont capables et désireuses d'en faire plus, en alignant pleinement leurs activités sur les ODD, l'accord de Paris et le cadre pour la biodiversité de l'après-2020. Mais pour réorienter leurs investissements vers les ODD, elles ont besoin de mandats renforcés. C'est l'ambition du premier rassemblement mondial des BPD Que représente le Sommet Finance en commun, qui aura lieu le 12 novembre 2020 lors du Forum de Paris sur la Paix.

Qu'est-ce que le sommet Finance en commun ?

Il s'agit d'une initiative de la Fédération mondiale des institutions de financement du développement et de l'International Development Finance Club (IDFC), avec le soutien du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, et sous le patronage du Président Emmanuel Macron. En plus des BPD et de dirigeants, elle réunira les principales parties prenantes conernnées, notamment les superviseurs, le secteur privé, la société civile, les philanthropes, les groupes de réflexion et les universités.

Lors du sommet, toutes les BPD seront invitées à rejoindre une nouvelle coalition d'acteurs du financement du développement afin de faciliter et d'intensifier une reprise durable de portée mondiale. Le sommet démontrera également le grand potentiel des BPD pour accélérer les transformations nécessaires aux pays en vue d'atteindre les ODD et les objectifs climatiques.

Jouer son rôle - la CEB

La CEB est l'une des banques multilatérales de développement (BMD) européennes et un pilier unique de la solidarité européenne spécialisé dans les questions sociales. Les BMD sont des acteurs essentiels de la communauté mondiale des BDP et de l'architecture du financement du développement, grâce à leur portée et à leur gouvernance mondiales. J'apprécie beaucoup l'engagement de la CEB dans le cadre du sommet Finance en Commun, en particulier au travers de l'organisation d'un événement de haut niveau pour discuter du financement des infrastructures sociales dans le cadre plus large de l'investissement social, y compris en particulier dans les économies frontalières et en développement.

Je pense également que le sommet donnera une forte impulsion pour approfondir la coopération entre la CEB et les membres de l'IDFC, en particulier l'Agence française de développement. Nos institutions sont véritablement complémentaires lorsqu'il s'agit d'aborder le double aspect du financement des infrastructures et du soutien politique dans les secteurs sociaux.

Unissons nos forces pour faire du sommet Finance en commun un succès et pour veiller à ce que ses résultats soient suivis d'actions ambitieuses là où elles sont le plus nécessaires, en Europe et au-delà.



Rémy Rioux

- Directeur général de l'Agence française de développement depuis juin 2016.
- Président de l'International Development Finance Club (IDFC).
- Conseiller principal à la Cour des comptes, a occupé des fonctions liées au développement en France et en Afrique.
- Nommé secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères et du Développement international en 2014.
- Directeur de cabinet du ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur 2012-2014.
- Expert en politique de diplomatie économique, M. Rioux a coordonné le programme "finances" de la présidence française de l'accord de Paris sur le climat.

« La réorientation des investissements vers l'Agenda 2030 exige un renforcement des mandats des BPD du monde entier qui se réuniront pour la première fois lors du sommet Finance en Commun. Je me réjouis d'accueillir la CEB et les autres banques multilatérales de développement, qui assumeront sans aucun doute leur rôle dans cette entreprise. »

Rémy Rioux



Des villes à la relance

Dans la nouvelle série d'entretiens de la CEB "Des villes à la relance", les maires de cinq villes européennes expliquent comment ils assurent une relance verte et socialement inclusive après le COVID-19. Dans cet article, Elisa Muzzini, conseillère technique pour le développement urbain et régional à la CEB, souligne les thèmes communs des entretiens.

La pandémie de COVID-19 ne ressemble à aucune autre crise à laquelle les villes ont été confrontées dans l'histoire récente. Aucune ville ne disposait d'un manuel d'instructions sur la manière de la gérer, et nous ne comprenons pas encore pleinement l'ampleur de ses conséquences socio-économiques. Pourtant, nous savons que les actions des villes sont essentielles pour une reprise durable. La façon dont les villes se remettent de la pandémie définira la nouvelle 'normalité'.

La pandémie a déclenché une crise d'une ampleur extraordinaire dans nos villes. À Madrid, 155 000 personnes ont reçu une aide alimentaire depuis le début de la pandémie, pour un montant de 24,2 millions d'euros. À Tirana, la crise a suivi de près les deux tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé l'Albanie en septembre et novembre 2019.

Malgré l'incertitude et les conséquences dramatiques du COVID-19 sur les recettes municipales, de nombreuses villes ont su faire face à ce défi sans précédent, faisant souvent preuve d'une extrême agilité pour faire face à la crise immédiate et planifier une reprise durable. Les villes de Gênes, Helsinki, Madrid, Tirana et Turku font partie de celles qui ont relevé le défi et l'ont transformé en une opportunité de transformation.

Trois domaines d'action pour une relance verte et socialement inclusive

Trois domaines d'action essentiels se dégagent pour permettre aux villes de se frayer un chemin dans cet environnement inconnu et de promouvoir une reprise verte et socialement inclusive : la participation des citoyens, l'action climatique et la numérisation.

1. Participation des citoyens

Les villes qui disposaient déjà de systèmes de mobilisation des citoyens et des bénévoles au plus près du terrain ont pu atteindre rapidement les plus vulnérables, tels que les personnes âgées et les sans-abri, et veiller à ce que leurs besoins soient satisfaits.

- Tirana a lancé l'initiative "Adoptez un grand-parent", au sein de laquelle des jeunes se sont portés volontaires pour aider leurs voisins âgés en partageant un repas fait maison ou en leur proposant de leur livrer leurs courses. Les efforts se sont propagés sur les médias sociaux, incitant davantage de jeunes à les rejoindre.
- À Turku, pendant le confinement, les enfants ont pu aller chercher leur repas à l'école, ce qui a permis de maintenir un sentiment d'appartenance à la collectivité. Cela a permis de réduire le nombre d'abandons scolaires pendant la période de fermeture.

> « **Malgré l'incertitude et les conséquences dramatiques du COVID-19 sur les recettes municipales, de nombreuses villes ont relevé le défi, montrant souvent des exemples d'agilité dans la gestion de la crise immédiate et la planification d'une reprise durable. »**
>
> Elisa Muzzini



2. Action pour le climat

Les villes qui avaient déjà intégré l'action en faveur du climat dans leurs stratégies et plans de développement étaient mieux placées pour accroître les investissements dans les transports non motorisés de manière rentable, et permettre aux communautés locales de réduire rapidement l'utilisation de la voiture au profit de la marche et du vélo. Ces villes bénéficient également des avantages de la mobilité durable sur le plan de l'environnement et de la santé.

- Tirana a lancé de nouvelles initiatives en faveur de la mobilité durable dans le cadre de son plan d'action pour la ville verte. De nouvelles pistes réservées aux vélos ont été mises en place et le réseau cyclable a été étendu de 35 km à 45 km de manière rapide et rentable.
- Gênes a approuvé sa première stratégie de résilience en novembre 2019 et développe un ensemble de mesures pour s'adapter à la fois au changement climatique et à la pandémie, en se concentrant sur les espaces verts et publics accessibles.



- Turku vise la neutralité carbone d'ici 2029 et a intégré des objectifs de neutralité climatique dans sa stratégie et ses projets d'investissement.

3. Numérisation

Enfin, les villes qui ont su tirer parti des plates-formes de technologie numérique avaient un avantage comparatif important pour assurer la continuité des services de base, tels que l'éducation, et promouvoir l'inclusion sociale.

- Helsinki a tiré parti des infrastructures numériques pour réduire l'impact sur la santé mentale de la distanciation sociale et de l'isolement pendant le confinement en développant des services culturels numériques afin de maintenir une vie urbaine stimulante.
- À Tirana, lors du confinement, toutes les classes de la première à la douzième année se sont déroulées en ligne grâce à une plateforme gratuite. Des artistes lisent des livres aux enfants sur les réseaux sociaux.

Un nouveau type de leadership urbain

Pour tirer parti de la participation des citoyens, de l'action en faveur du climat et de la numérisation afin de tracer un chemin durable vers la reprise malgré l'incertitude, il faut un nouveau type de leadership urbain fondé sur une adaptation rapide et efficace. Avant même la pandémie de COVID-19, les villes s'étaient adaptées à certaines des transformations les plus profondes de l'histoire de l'humanité, notamment les flux migratoires, le changement climatique et la numérisation. Le COVID-19 a mis en évidence la nécessité d'un leadership urbain capable de s'adapter, qui reconnaisse les interconnexions en mouvement entre ces transformations simultanées.

À Helsinki, par exemple, le maire Jan Vapaavuori a dirigé un Groupe de coordination spécial qui s'est réuni quotidiennement pour surveiller la gestion des crises et prendre des décisions en temps utile, notamment le transfert de fonctionnaires de fonctions non essentielles à des fonctions critiques, tout en préparant la reprise à long terme.

Permettre une action locale efficace en cas de crise

Le COVID-19 a également souligné la nécessité d'une réflexion plus large sur les conditions favorables à une action locale efficace et susceptible de s'adapter en cas de crise majeure. Les dirigeants municipaux doivent avoir accès à des ressources financières adéquates et stables et doivent coordonner leurs actions avec les niveaux plus élevés de gouvernement afin d'anticiper les besoins futurs dans un contexte d'incertitude.

Gênes a mis en place un groupe de travail conjoint avec la région pour faire face à l'urgence sanitaire, tandis que Madrid a pris des mesures pour lutter contre la pandémie avant que l'état d'urgence ne soit déclaré en Espagne. Elle a également mis en œuvre des actions rapides et audacieuses pour contrer les effets économiques de la crise, en procédant à des réductions d'impôts importantes axées sur les secteurs économiques les plus touchés et en orientant les fonds publics vers des secteurs stratégiques tels que la culture et le tourisme.

La CEB : un partenaire de la relance

La CEB a une grande expérience de partenariat avec les villes de ses pays membres. La Banque s'est fixée comme priorité de soutenir les villes dans la reprise après la pandémie de COVID-19 avec des instruments de financement souples, des services de conseil personnalisés et des partenariats à fort effet de levier.

Pour en savoir plus

Les interviews complètes de la série "Villes pour la relance" de la CEB sont disponibles sur le site https://coebank.org/en/project-financing/cebs-response-covid-19/cities-recovery/



PAGE 18 COMMENT LE FINANCEMENT DURABLE JOUE UN RÔLE DANS LA RELANCE EUROPÉENNE

Un endroit qu'on appelle chez soi



Entre 2016 et 2019, le nombre d'adultes sans-abri enregistrés en Irlande est passé de 3 885 à 6 363. Un prêt de 150 millions d'euros de la CEB à l'Agence irlandaise de financement du logement (HFA) contribue à l'offre de nouveaux logements sociaux aux personnes vulnérables.

Un lieu de vie sûr est essentiel à la qualité de vie et au bien-être. Cependant, les conséquences de la crise financière mondiale ont entraîné un resserrement de l'offre de financement du logement en Irlande, ce qui a contribué à l'augmentation du nombre de sans-abri.

Un plan pour faire face à la question des sans-abri

Pour lutter contre le sans-abrisme, en juillet 2016, Simon Coveney, alors ministre irlandais du logement, de la planification, des communautés et des collectivités locales, a lancé le plan d'action "Reconstruire l'Irlande pour le logement et les sans-abri", connu sous le nom de RI. Le RI vise à fournir 47 000 nouvelles unités de logement social d'ici 2021 et a cinq objectifs fondamentaux :

- lutter contre le sans-abrisme
- accélérer le logement social
- construire plus de logements
- améliorer le secteur de la location
- utiliser les logements existants.

La stratégie du gouvernement consiste notamment à confier aux organismes de logement agréés d'Irlande, ou AHB, la tâche de fournir un tiers des nouvelles unités de logement social requises. Les AHB sont des organisations indépendantes à but non lucratif procurant des logements locatifs abordables aux personnes vulnérables qui peuvent avoir de faibles revenus, des besoins supplémentaires ou être sans abri. Ces AHB travaillent avec les autorités locales pour offrir un logement aux personnes inscrites sur les listes d'attente de logements sociaux.

Financement de nouveaux logements sociaux

Les AHB et les collectivités locales reçoivent des financements à long terme et à des conditions attrayantes de la part de l'Agence irlandaise de financement du logement (HFA), qui est un organisme public. La HFA utilise une série de produits financiers adaptés aux besoins de ses clients, qui leur permettent de fournir les logements sociaux requis par les communautés qu'ils desservent.
En septembre 2019, la CEB a approuvé un prêt de 150 millions d'euros à la HFA pour permettre aux clients de la HFA - AHB et collectivités locales - de rénover ou de construire près de 2 250 logements sociaux à haute efficacité énergétique dans toute l'Irlande d'ici 2022. Ces unités offriront 224 000 m^2 d'espace habitable et fourniront un nouveau logement à 7 525 personnes.

Qui peut prétendre à une aide ?

Les demandeurs de ces nouveaux logements vivront généralement dans la zone couverte par l'autorité compétente en matière de logement ou auront un lien local. Les candidats ne seront également pris en considération pour un logement social que si le revenu du ménage est inférieur au seuil applicable dans la zone couverte par l'autorité du logement. Les candidats retenus sont principalement, mais pas exclusivement, des bénéficiaires de l'aide sociale.

Un logement permanent

Grâce au prêt de la CEB, AHB et collectivités locales peuvent bénéficier d'un financement à long terme à taux fixe sur un marché qui opère généralement à taux variable. Ce soutien important permet à l'AHB et à ses clients de réduire le nombre de sans-abri dans toute l'Irlande et d'offrir à des milliers de personnes et de familles un logement permanent sûr, améliorant ainsi leur qualité de vie.

ÉTUDE DE CAS

AHB : *Respond*

Projet : Newpark Crescent, Kilkenny
Respond opère dans toute l'Irlande. Sa vision repose sur le fait que chaque famille et chaque individu dans le pays devrait avoir un logement de haute qualité et faire partie d'une communauté dynamique et attentionnée.

Respond possède et gère 4 250 logements pour quelque 10 378 locataires et compte actuellement 1 142 logements en construction. Elle prévoit de livrer 2 500 nouveaux logements sociaux dans tout le pays d'ici 2023.

Newpark Crescent est un programme de 54 logements qui comprend des habitations à une, deux et trois chambres à coucher construites pour les personnes ayant des besoins généraux et pour les personnes âgées. Le projet est situé à dix minutes à pied du centre de Kilkenny et est adjacent à une école et à un centre commercial. La HFA a financé en partie le projet qui accueille actuellement 180 locataires.

"Mon fils a des besoins supplémentaires et a besoin d'une chambre à coucher à lui et de plus d'espace. Ce déménagement a été la meilleure décision que nous ayons jamais prise. Notre médecin de famille se trouve de l'autre côté de la rue.



Je ne doute pas que ce soit le bon logement pour ma famille et moi".
Amanda, locataire

"La qualité du logement est étonnante. Après avoir passé la porte je fais "wow" ! Je dépensais énormément d'argent pour chauffer ma propre habitation. Ma facture d'électricité n'a plus rien de comparable".
Sylvia, locataire

"Respond est très reconnaissante envers l'Agence de financement du logement pour son soutien continu et permanent afin de faciliter le financement grâce à des taux de financement compétitifs. Nos partenaires sont essentiels à l'action de Respond pour offrir des logements de haute qualité et créer des environnements de vie durables et sûrs qui transforment la vie des gens et représentent un bon rapport qualité-prix".
Parag Joglekar, architecte et responsable du développement, Respond

(à gauche et en bas) Locataires en dehors de leur de nouvelles maisons. (En haut) Newpark Crescent



« L'activité de la HFA avec les AHB s'est considérablement développée ces dernières années à raison de plus de 1,5 milliard d'euros d'avances pour soutenir le développement de plus de 8 000 logements, avec une prévision de 700 millions d'euros de nouveaux prêts pour 2020. L'octroi de financements à taux fixe et à faible coût aux AHB a transformé le secteur, permettant aux AHB de réduire leur exposition aux futures hausses des taux d'intérêt et de bloquer les offres exceptionnelles disponibles dans le contexte actuel de faibles taux d'intérêt.

Le soutien de la CEB a été très important pour la HFA, en nous aidant à transmettre aux AHB un financement à taux fixe à long terme très compétitif. Le besoin de nouveaux logements à haute efficacité énergétique pour les familles et les personnes à faible revenu ou ayant des besoins supplémentaires reste élevé et nous nous réjouissons de travailler en étroite collaboration avec la CEB au cours des prochaines années pour offrir ces logements. »

Barry O'Leary,
directeur général, HFA



La CEB et la HFA

- **Quatre** accords de prêt depuis 2008
- Montant total du prêt : **425 millions d'euros**
- Ensemble, ces prêts permettront de créer près de **3 550** nouveaux logements pour plus de **11 000** personnes et familles à travers l'Irlande qui ont de faibles revenus ou des besoins supplémentaires

ÉTUDE DE CAS

AHB : Focus Housing Association

Projet : John's Lane West, Dublin
Focus Ireland est une organisation à but non lucratif de premier plan qui s'efforce d'empêcher les gens de devenir ou de rester sans abri, ou de retourner à l'état de sans-abri. Par l'intermédiaire de la Focus Housing Association, elle loue et gère des propriétés pour les personnes qui ont été, ou qui risquent de devenir, sans abri.
La HFA a été l'un des organismes ayant contribué à financer la construction de John's Lane West, qui offre 31 logements permanents à des familles et à des particuliers.

L'immeuble a été acheté par Focus Ireland il y a plus de 20 ans, et avait auparavant fourni des lits de foyers d'urgence pour les sans-abri. Cependant, l'intention a toujours été de fournir des logements permanents aux personnes sans domicile fixe ou à risque.

"Ce site à John's Lane West est une manifestation claire de notre vision et de notre stratégie à long terme, une stratégie qui s'articule autour de la prévention et d'une sortie durable du sans-abrisme.

Le nouvel immeuble a été conçu de manière à ce que chaque logement ait sa propre porte d'entrée. Ce n'est pas seulement une excellente conception, cela signifie aussi beaucoup pour les personnes qui ont été sans-abri ou qui ont déménagé d'un endroit à l'autre en risquant de le devenir. Je sais, pour avoir parlé à certains de nos nouveaux locataires, ce que cela signifie, non seulement d'avoir son propre logement, mais aussi d'avoir sa propre porte d'entrée. Il s'agit d'une chose sur laquelle personnne parmi nous ne peut vraiment mettre le doigt, mais en même temps nous savons tous que c'est très important à un niveau très humain et émotionnel".
Pat Dennigan, PDG, Focus Ireland

"Je n'ai plus jamais à m'inquiéter qu'un propriétaire me donne un préavis de sortie. C'est un énorme soulagement d'avoir un logement et de ne plus avoir à m'inquiéter de perdre mon foyer".
Locataire, John's Lane West

« **L'accès à un logement adéquat, abordable et stable est un droit de l'homme et est vital pour la construction de sociétés inclusives. La CEB se réjouit de poursuivre son excellente coopération avec l'Agence de financement du logement pour aider à fournir à des milliers de personnes des logements décents et énergétiquement efficaces au cours des prochaines années. »**

Rolf Wenzel, Gouverneur, CEB

Partager les connaissances, trouver des solutions

Le prochain brief technique de la CEB "Investir dans des infrastructures sociales inclusives, résilientes et durables en Europe : L'expérience de la CEB" explore comment les opérations financées par la CEB peuvent combler de sèvères lacunes dans les besoins en infrastructures sociales de l'Europe, en abordant l'inclusion sociale et en contribuant simultanément à la durabilité environnementale et aux objectifs liés au changement climatique.

En dépit de nombreuses politiques et initiatives aux niveaux européen et national, la croissance économique relativement régulière de ces cinquante dernières années s'est accompagnée d'un accroissement des inégalités de revenus ainsi que d'un manque d'accès des populations vulnérables à des services publics de qualité. Cette situation a été aggravée par un sous-investissement chronique dans les infrastructures publiques, en particulier dans les infrastructures sociales, ainsi que par la dégradation de l'environnement et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Ces tendances à long terme ont rendu les sociétés européennes moins capables de gérer des chocs imprévus et moins résistantes à leurs conséquences. De ce fait, les sociétés européennes ont été moins compétentes à gérer des chocs impévus. Le choc inattendu de la pandémie COVID-19 a encore davantage mis en évidence ces vulnérabilités, montrant l'importance de recentrer le modèle de développement européen autour du bien-être humain, de la santé, de l'inclusion sociale et du soutien aux populations vulnérables - tout en respectant les frontières de notre planète.

La nécessité d'une vision à long terme

Les autorités européennes, nationales et locales sont aujourd'hui confrontées à un ralentissement économique sans précédent, qui s'aggrave en raison des vagues de contagion consécutives, associées à une intensification des risques liés au climat dans certaines régions.

Des montants importants de fonds publics ont été affectés à l'atténuation des impacts immédiats sur la santé et l'emploi dans toute l'Europe, et la CEB soutient les États membres et autres contreparties en finançant leurs dépenses d'urgence et leurs programmes de soutien au revenu.

Toutefois, les mesures à court terme ne suffiront pas. Elles doivent être accompagnées d'une vision à long terme pour construire une Europe plus inclusive et plus résistante, capable d'assurer le bien-être de tous les citoyens tout en protégeant l'environnement. Les autorités européennes, nationales et locales doivent déployer des plans de relance qui façonneront nos économies, nos sociétés et nos paysages pour les années à venir. Il est essentiel de faire les bons choix d'investissement aujourd'hui, car ils détermineront la voie que nos économies emprunteront au cours de la décennie critique pour parvenir à la reprise économique tout en réduisant les inégalités socioéconomiques et en luttant contre le changement climatique

Investissement holistique

Le nouveau brief technique "Investir dans des infrastructures sociales inclusives, résilientes et durables en Europe : L'expérience de la CEB" explore les domaines d'investissement dans les infrastructures sociales qui peuvent simultanément contribuer à l'inclusion et à l'intégration sociales, au développement économique, à la création d'emplois et à la durabilité environnementale. En voici quelques exemples :

- Inclure l'efficacité énergétique dans la rénovation et l'expansion du parc immobilier vieillissant en Europe, en particulier pour le logement social et les populations vulnérables
- Investir dans les réseaux d'eau et d'eaux usées et dans leur potentiel unique à générer de multiples avantages et à renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes.
- Intégrer explicitement l'inclusion, la durabilité environnementale et les considérations liées au climat dans tous les investissements en infrastructures sociales pour la fourniture de services publics (par exemple, l'éducation, la santé)
- Soutenir des approches territoriales intégrées pour l'investissement dans un développement urbain et régional inclusif et résilient.

Le rôle des IFI et de la CEB

Les institutions financières internationales (IFI) telles que la CEB peuvent jouer un rôle crucial en aidant les bénéficiaires nationaux et locaux à concevoir et à mettre en œuvre une reprise plus inclusive sur le plan social et plus durable sur le plan environnemental dans l'Europe de l'après-Covid-19.

La CEB est la seule banque de développement en Europe à avoir un mandat exclusivement social, combiné à un engagement renforcé pour soutenir la durabilité environnementale, les objectifs et principes de l'Accord de Paris, conformément à son Plan de développement 2020-2022.

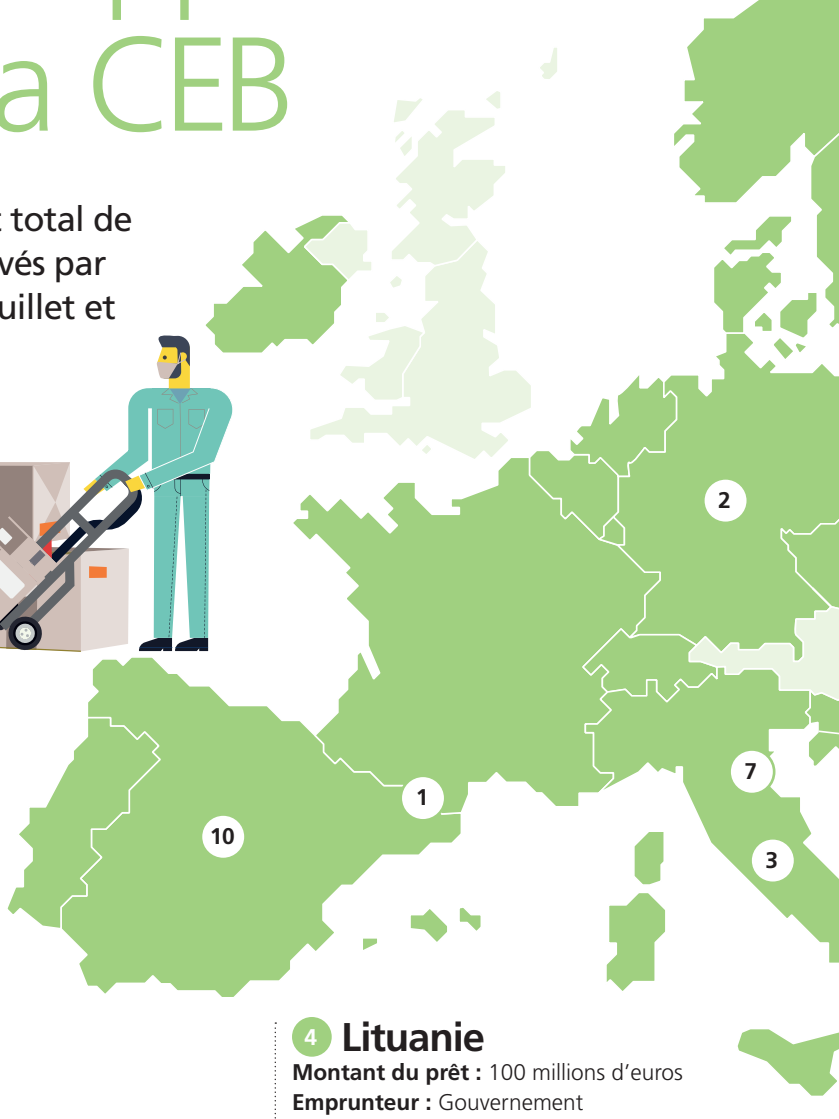
Forte de sa grande expérience dans le financement des infrastructures sociales, la Banque est prête à offrir son savoir-faire et ses divers instruments financiers pour contribuer à une reprise économique qui renforce la cohésion et l'intégration sociales, tout en assurant la durabilité environnementale et la résilience à un large éventail de risques. En particulier, la CEB renforce son soutien aux autorités locales pour qu'elles puissent relever les défis auxquels elles sont confrontées en matière d'accès au soutien financier et autre pour la définition d'approches territoriales intégrées en matière d'inclusion et de résilience, et pour les investissements qui en découlent.

PAGE 26 UN APERÇU DES INFRASTRUCTURES SOCIALES FINANCÉES PAR LA CEB

Les dernières approbations de prêts de la CEB

Quinze nouveaux prêts pour un montant total de plus de 1 milliard d'euros ont été approuvés par le Conseil d'administration de la CEB en juillet et septembre.





1 Andorre

Montant du prêt : 12 millions d'euros
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : financer différents projets de santé dans la principauté

2 Allemagne

Montant du prêt : 180 millions d'euros
Emprunteur : UKE Immobilien-Verwaltungs GmbH & Co. KG
Objectif : financement de projets liés aux soins de santé

3 Italie

Montant du prêt : 75 millions d'euros
Emprunteur : Ente Ospedaliero Ospedali Galliera
Objectif : financer la construction d'un nouvel hôpital en Ligurie

Montant du prêt : 50 millions d'euros
Emprunteur : Administration municipale de Milan
Objectif : améliorer les conditions de vie dans les zones urbaines et rurales



4 Lituanie

Montant du prêt : 100 millions d'euros
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : financer les soins de santé d'urgence et les services publics de base

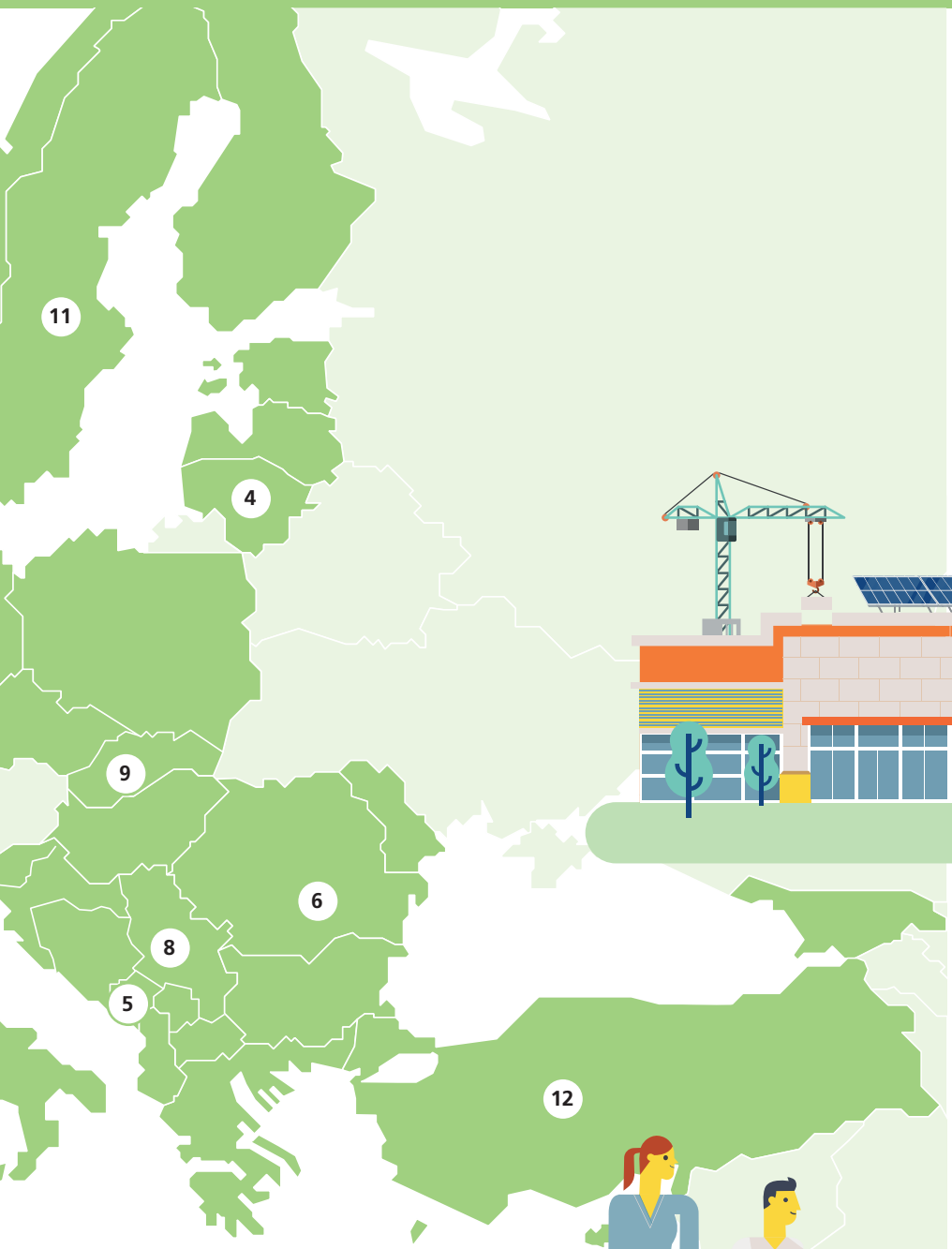
Montant du prêt : 21,5 millions d'euros
Emprunteur : Kauno Autobusai
Objectif : financer la modernisation des transports publics à Kaunas

5 Monténégro

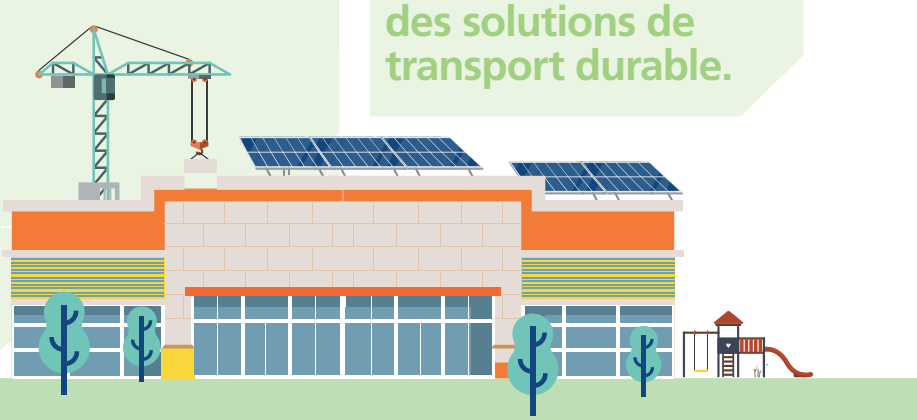
Montant du prêt : 40 millions d'euros
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : financer des projets qui soutiennent les TPE-PME et, la création et la préservation d'emplois

6 Roumanie

Montant du prêt : 15 millions d'euros
Emprunteur : Raiffeisen Leasing Romania IFN SA
Objectif : financement de divers projets de soutien aux TPE-PME



Les prêts contribueront à atténuer les effets du COVID-19, à préserver et à créer des emplois et à investir dans l'éducation et des solutions de transport durable.



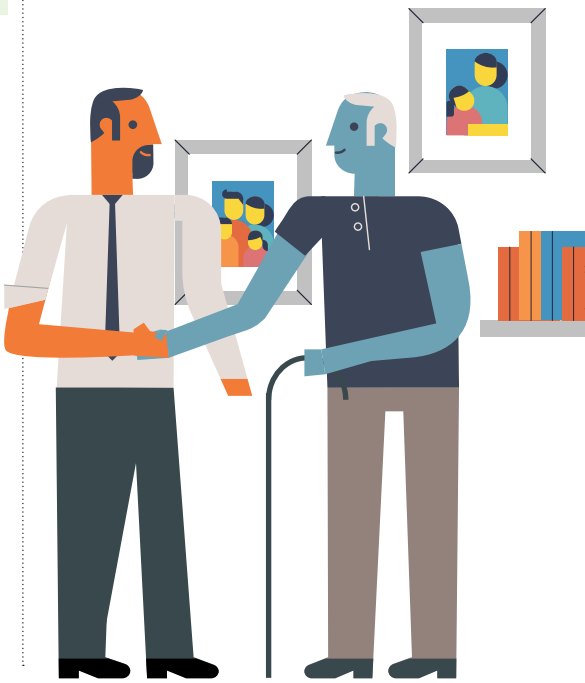
11 Suède

Montant du prêt : 100 millions d'euros
Emprunteur : Ville d'Uppsala
Objectif : financer partiellement la construction et la rénovation de bâtiments scolaires à haute efficacité énergétique

12 Turquie

Montant du prêt : 150 millions d'euros
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : financer des projets dans un large éventail de secteurs





7 Saint-Marin

Montant du prêt : 10 millions d'euros
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : cofinancer les dépenses médicales engagées par l'hôpital d'État et améliorer ses capacités

8 Serbie

Montant du prêt : 20 millions d'euros
Emprunteur : ProCredit Bank Serbia
Objectif : soutenir les TPE-PME, en particulier celles touchées par la pandémie

9 Slovaquie

Montant du prêt : 10 millions d'euros
Emprunteur : Région autonome de Zilina
Objectif : financement de projets dans plusieurs secteurs

10 Espagne

Montant du prêt : 200 millions d'euros
Emprunteur : Communauté autonome de Madrid
Objectif : financer des projets dans différents secteurs

Montant du prêt : 50 millions d'euros
Emprunteur : Communauté de Navarre
Objectif : financer une série de projets liés aux soins de santé

Unir nos forces pour le logement social

Jean-Louis Dumont, Président de l'Union sociale pour l'habitat, expose la nouvelle Alliance européenne pour un logement social durable et inclusif en France.

L'Union sociale pour l'habitat se félicite du partenariat établi avec la Banque des Territoires, les Banque européenne d'investissement et la CEB, visant à faciliter l'accès aux financements européens pour les investissements en logements sociaux en France.

L'Alliance européenne pour un logement social durable et inclusif en France marque la volonté commune de nous unir, quelles que soient les difficultés, pour défendre la cause qui nous rassemble : le logement abordable et durable en France et dans l'Europe, tel que préconisé dans la Charte sociale européenne révisée du Conseil de l'Europe.

Nous avons en effet, durant ces mois de crise, poursuivi le travail et multiplié les échanges en région au travers de la démarche « Utiles ensemble ». L'alliance s'inscrit pleinement dans cette démarche, saluée par le Commissaire européen en charge de l'emploi et des droits sociaux, Nicolas Schmit.

Remplir une mission de service public

Nous construisons et rénovons des logements pour celles et ceux de nos concitoyens qui en ont besoin. Pour continuer à loger la France telle qu'elle est, nous avons également besoin de produire et de rénover plus de logements.

Notre pays est en crise économique. Demain, les fragilités risquent de s'aggraver, et nous devons collectivement veiller, à défendre et préserver les Aides personnelles au logement. Elles sont une aide essentielle et efficace, notamment dans le parc social dont les loyers sont réglementés pour celles et ceux qui peinent à se loger.



PAGE 10 COMMENT LE FINANCEMENT DE LA CEB SOUTIENT LE LOGEMENT SOCIAL EN IRLANDE

Les Hlm sont là pour aider les pouvoirs publics dans cette crise et accomplir nos missions de service public. Car le logement social est là pour ceux qui en ont besoin depuis plus d'un siècle.

Investir sur le long terme

Il n'y a pas d'un côté les « pauvres » et de l'autre les salariés. Il y a des centaines de milliers de salariés modestes qui n'ont d'autre solution locative que le logement social. On a beaucoup parlé des caissières, des auxiliaires de vie, des retraités au parcours professionnel haché… Regardons leurs revenus. C'est de logement social dont ils ont besoin.

Nous avons besoin de produire et de rénover, d'investir à long terme, de financer ces investissements.

Au travers de nos propositions pour une relance juste et durable, nous avons démontré que le mouvement Hlm peut se fixer des objectifs ambitieux. Nous proposons un plan sur trois ans qui permettrait la préservation
de plus de 600.000 emplois dans le secteur du bâtiment, la construction de plus de 330.000 logements et la réhabilitation de 500.000 autres.

Il s'agit d'un engagement précis mais pour pouvoir le mener à bien, nous attendons en retour un soutien de la part de l'État français et de l'Union européenne.



Jean-Louis Dumont

- Président de l'Union sociale pour l'habitat
- L'Union sociale pour l'habitat représente le Mouvement Hlm, en soutenant 631 organismes Hlm dans leurs actions professionnelles, et en contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale du logement.
- Ancien député de la Meuse et ancien Président du Conseil national de l'immobilier.



Soutenir les jeunes

Il nous faut penser à tous ces jeunes qui prendront la suite dans quelques années : étudiants aujourd'hui, salariés demain. Pour ces jeunes aussi le logement social peut être une solution.

L'accès des jeunes comme locataires d'un logement social constitue un enjeu de mixité sociale et intergénérationnelle dans un parc dont l'occupation vieillit.

Nous souhaitons les soutenir dans la poursuite de leurs études, l'accès à l'emploi. Ces jeunes qui s'installent pour des durées limitées dans une ville, une région, pour un premier emploi, un stage, une formation, ont besoin d'un logement disponible rapidement, le plus souvent pour une durée temporaire.

Vers la neutralité carbone

Loger la France telle qu'elle sera, c'est naturellement intégrer à nos réflexions et nos stratégies la réalité climatique et écologique.

Je veux insister là-dessus : c'est notre plus grand enjeu. Les Hlm n'ont pas attendu de s'investir à ce sujet. Mais il s'agit pour nous aujourd'hui d'aller plus loin.

Le Mouvement Hlm entend prendre toute sa part pour relever le défi que constitue la neutralité carbone. Notre parc est performant, plus que le parc privé. Nous ne nous en satisfaisons pas. Notre objectif est d'éradiquer les passoires thermiques d'ici 2027. Cela paraitra très « techno » à certains. Mais cela sera très concret pour les locataires de notre parc et pour notre planète.

« L'Alliance européenne pour un logement social durable et inclusif en France marque la volonté commune de nous unir, quelles que soient les difficultés, pour défendre la cause qui nous rassemble : le logement abordable et durable en France et en Europe. »

Jean-Louis Dumont

Rénovation des logements existants

Il nous faut également partir du réel : 75% des logements de 2050 sont déjà construits. Le Mouvement Hlm souhaite donc engager des plans « qualité de vie » pour rénover et restructurer le parc social existant et ainsi lui donner une « seconde vie ».

Cette démarche pourra s'amorcer avec l'aide de 500 millions à la rénovation énergétique lourde qui est portée dans la mise en œuvre en France du Plan européen de relance.

La nouvelle Alliance européenne pour un logement social durable et inclusif en France devrait faciliter l'accès des organismes d'Hlm à ces ressources européennes tout en rapprochant l'Europe de ses citoyens et de ses territoires.

Rendre les marchés durables



Info s'entretient avec Julie Becker, Directrice générale adjointe de la Bourse de Luxembourg et fondatrice du *Luxembourg Green Exchange* (Bourse verte du Luxembourg), sur le rôle que la finance durable peut jouer dans la reprise après la crise du COVID-19.

Info : Quel est le rôle des bourses dans la finance durable ?

JB : Les bourses sont des infrastructures de marché neutres qui offrent une source alternative de financement aux entreprises, aux gouvernements et aux autres institutions publiques ou privées. En tant que telles, elles jouent un rôle essentiel pour assurer le bon fonctionnement des marchés financiers et la résilience de l'économie. Les bourses jouent également un rôle crucial dans la promotion de l'agenda pour une finance durable. L'éducation financière et l'accès à des données significatives, actualisées et structurées sont essentiels à la croissance de la finance durable.

À la Bourse de Luxembourg, nous considérons qu'il est de notre responsabilité de promouvoir la finance durable par l'éducation et les données, ce qui nous a conduit à créer la *LGX Academy* en mai de cette année. La *LGX Academy* propose des cours sur une variété de sujets liés à la finance durable, des principes, produits et normes, à la réglementation applicable.

Nous avons également créé le *LGX DataHub* en septembre, une base de données unique et centralisée pour des données structurées sur la durabilité concernant un large éventail de titres verts, sociaux et durables. Cela permet aux investisseurs et aux gestionnaires d'actifs de comparer l'impact de différents titres et de rendre compte de leurs investissements durables. Les acteurs du marché ont besoin de connaissances et d'un accès à des ensembles de données complets pour commencer leur périple vers la finance durable. Les bourses sont bien placées pour leur fournir ces informations.

> « **La pandémie est une occasion pour nous de travailler ensemble, au-delà des frontières et des secteurs, pour construire une économie plus durable et plus inclusive, et une société plus résiliente... Il est de notre devoir d'agir, et de commencer dès maintenant ! »**
>
> Julie Becker



Info : Qu'est-ce que LGX ?
JB : La Bourse de Luxembourg a créé le *Luxembourg Green Exchange* (LGX), ou Bourse verte du Luxembourg, en 2016, en tant que contribution à l'accord de Paris sur le climat et aux ODD des Nations Unies. La mission de LGX est de faciliter l'investissement durable, en réorientant les flux de capitaux vers des projets verts et de développement durable. Aujourd'hui, la plateforme couvre les obligations vertes, sociales et durables ainsi que les fonds ISR, et nous sommes prêts à élargir son champ d'action pour refléter les nouveaux développements du marché et nous concentrer sur la stratégie de développement durable des émetteurs. De nouveaux instruments, tels que les obligations liées au développement durable, apparaissent dans le cadre du nouveau financement de la transition.

Lors de la création de LGX, nous avons décidé de rendre obligatoires les meilleures pratiques du marché et les lignes directrices volontaires pour l'affichage sur notre plateforme verte. Nous sommes allés au-delà de ces lignes directrices volontaires et avons imposé des conditions d'entrée obligatoires strictes, car nous voulions garantir la crédibilité et la comparabilité des titres inclus dans LGX. LGX est devenu le "mur de la renommée" des émetteurs et a connu une croissance exponentielle. Aujourd'hui, LGX comprend plus de 800 titres durables pour un total de plus de 300 milliards d'euros, ce qui en fait la première plateforme mondiale de titres durables.

LGX est synonyme de "transparence" : la finance durable est une finance transparente. Les investisseurs veulent savoir où va leur argent et quel sera l'impact de leur investissement sur les générations futures. Les émetteurs qui affichent leurs titres sur LGX s'engagent à fournir des rapports non financiers en continu, et nous mettons ces rapports à disposition sur notre site Internet afin que les investisseurs puissent facilement vérifier que les émetteurs respectent leurs engagements.

Info : Cette année, en matière de finance durable, les obligations sociales ont occupé le devant de la scène. Quel est votre point de vue à ce sujet ?
JB : Lorsque la pandémie de COVID-19 s'est propagée, nous avons immédiatement constaté une augmentation des nouvelles émissions d'obligations sociales, tant sur le marché mondial que sur LGX. Ces obligations en réponse au COVID-19 sont émises pour faire face aux importantes conséquences sociales et économiques de la pandémie, en finançant des projets liés aux soins de santé, à l'éducation, au logement social et à la sécurité alimentaire.

D'avril à juin 2020 seulement, des obligations sociales ou durables en réponse au COVID-19 totalisant plus de 20 milliards de dollars US ont été cotées à la Bourse de Luxembourg. Parmi les émetteurs de ces obligations figuraient la CEB, la Banque européenne d'investissement, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Les banques multilatérales de développement ont donné l'exemple et un large éventail d'émetteurs ont suivi. Plusieurs institutions financières, sociétés pharmaceutiques et autres entreprises ont maintenant également émis des obligations en réponse au COVID-19. La CEB a été un pionnier dans le domaine des obligations sociales lorsqu'elles sont apparues, et a été l'un des trois premiers émetteurs à afficher une obligation sociale sur LGX en 2017.

Pour la première fois depuis 2016, les nouvelles obligations sociales et durables affichées sur LGX depuis le début de l'année ont dépassé celles des nouvelles obligations vertes en termes de montant émis, ce qui reflète clairement la nouvelle attention portée au social dans cette période sans précédent.

Info : Comment voyez-vous le rôle des marchés de capitaux dans la reprise suite au COVID-19 ?
JB : Les énormes répercussions sociales et économiques de la pandémie ont montré que nous devons assurer une reprise verte et durable après la crise. Le financement nécessaire aux efforts de relance - et plus largement pour assurer la transition verte et atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris sur le climat et les ODD - est massif. Les marchés de capitaux jouent un rôle clé dans ce processus. L'argent public ne suffira pas, et nous devrons mobiliser d'importants investissements privés et orienter ces capitaux vers des projets verts et de développement durable.

Info : Comment pouvons-nous faire en sorte que le social ne vienne pas après la préoccupation environnementale ?
JB : La crise du COVID-19 a commencé comme une urgence de santé publique qui a conduit à une crise sociale et économique sans précédent. Elle a créé une nouvelle prise de conscience du rôle que les facteurs sociaux devraient jouer dans la société et l'économie dans son ensemble.

La pandémie est une opportunité pour nous de travailler ensemble au-delà des frontières et des secteurs pour construire une économie plus durable et plus inclusive, et une société plus résiliente. Le changement climatique doit encore être corrigé, et rapidement. Ses conséquences sociales et sociétales ne peuvent être résolues indépendamment de l'urgence climatique. Il est de notre devoir d'agir, et de commencer dès maintenant !



Julie Becker

- Directrice générale adjointe de la Bourse de Luxembourg et fondatrice du *Luxembourg Green Exchange*
- Membre du groupe d'experts de haut niveau de l'Union européenne sur la finance durable
- A occupé différents postes de haut niveau dans le secteur bancaire, notamment à la Banque centrale du Luxembourg.



Le goût sucré du succès pour Hedona

Le fabricant croate de chocolat Hedona d.o.o. a remporté le premier Prix de la CEB pour la cohésion sociale. L'entreprise sociale, qui emploie principalement des personnes handicapées, a devancé six autres projets présélectionnés pour remporter le premier prix de 25 000 euros.

La capacité d'un fabricant de chocolat à reconnaître le potentiel de l'entrepreneuriat social pour s'attaquer de manière innovante aux problèmes sociaux lui a valu d'être le lauréat du Prix de la CEB pour la cohésion sociale.

Hedona, une chocolaterie située à Križevci, en Croatie, a été fondée en 2013 et est depuis lors connue pour ses produits de chocolat de qualité fabriqués avec "âme, cœur et amour". Toutefois, il ne s'agit pas d'une chocolaterie ordinaire : elle a été fondée en tant qu'entreprise sociale par l'Association des personnes handicapées de Križevci. La plupart de ses employés ont un handicap.

Un pionnier en Croatie

Hedona a été la première entreprise sociale en Croatie et se concentre principalement sur le bien-être et le développement de ses employés. Tous les bénéfices sont réinvestis dans l'entreprise et dans le soutien aux employés.





Néanmoins, si Hedona a eu accès à des fonds européens pour lui permettre de se développer, un véritable esprit d'entreprise et d'innovation règne dans l'entreprise. L'organisation se développe d'année en année, travaille avec un nombre croissant de sociétés hôtelières, d'entreprises et de chaînes de supermarchés, et a récemment ouvert une fabrique de barres chocolatées à Križevci. Une nouvelle ligne de produits, "Corina Gold", est unique sur le marché croate et contient des polyphénols et des antioxydants, considérés comme ayant de nombreux avantages pour la santé.

Un succès qui ne se dément pas

La vision d'Hedona est d'employer tous les chômeurs handicapés de Križevci dans les dix ans à venir. À ce titre, elle lutte contre la pauvreté et améliore la qualité de vie des personnes souffrant de handicap.

Á propos du succès de son entreprise lors du premier Prix pour la cohésion sociale de la CEB, Alemka Lončar, PDG d'Hedona, a déclaré : "Il devient évident qu'il est important pour la survie de la société de s'occuper de ceux qui sont victimes de discrimination, quelle qu'elle soit, dans le monde des affaires. Remporter ce prix signifie beaucoup pour nous : nous avons été reconnus par la CEB, une institution internationale de premier plan, et par un jury d'experts.

"Nous avons été félicités par le Premier ministre et par le Président de la République, Zoran Milanović, en personne. Tout le monde est très fier de nous et de ce que nous faisons. Nous sommes impatients d'utiliser l'argent du Prix pour investir dans de nouvelles technologies qui faciliteront notre travail et compléteront notre offre diversifiée - tout cela dans le but de fournir de nouveaux emplois aux personnes handicapées".

Le Prix de la CEB pour la cohésion sociale

Le Prix de la CEB pour la cohésion sociale est un concours annuel lancé au début de l'année qui vise à récompenser un projet traitant de questions sociales urgentes dans l'un des 42 pays membres de la CEB.

Quatre-vingt-quatre candidatures éligibles ont été soumises, et chacune a reçu une note attribuée par les experts de la CEB en fonction de son impact, de sa durabilité et de son caractère innovant ou reproductible. La diversité des projets proposés était remarquable, allant d'une jeune entreprise fabriquant des drones pour le reboisement à des festivals culturels réunissant des migrants et des communautés locales.

Création d'une liste restreinte

Quatre-vingt-quatre nominations ont été réduites à une liste restreinte de sept, les finalistes étant originaires de Croatie, de France, de Grèce et de Turquie. La liste restreinte était la suivante :

- Bongo Art Project
- Ecording
- Hedona
- Meet my Mama
- Restarting Life
- Soliguide - la cartographie de l'action sociale
- www.filminhospital.eu

Le défi du choix d'un lauréat

Snežana Samardžić-Marković, directrice générale de la démocratie à la CEB, a présidé un jury de juges indépendants qui se sont réunis à distance pour choisir le gagnant. Les juges étaient :

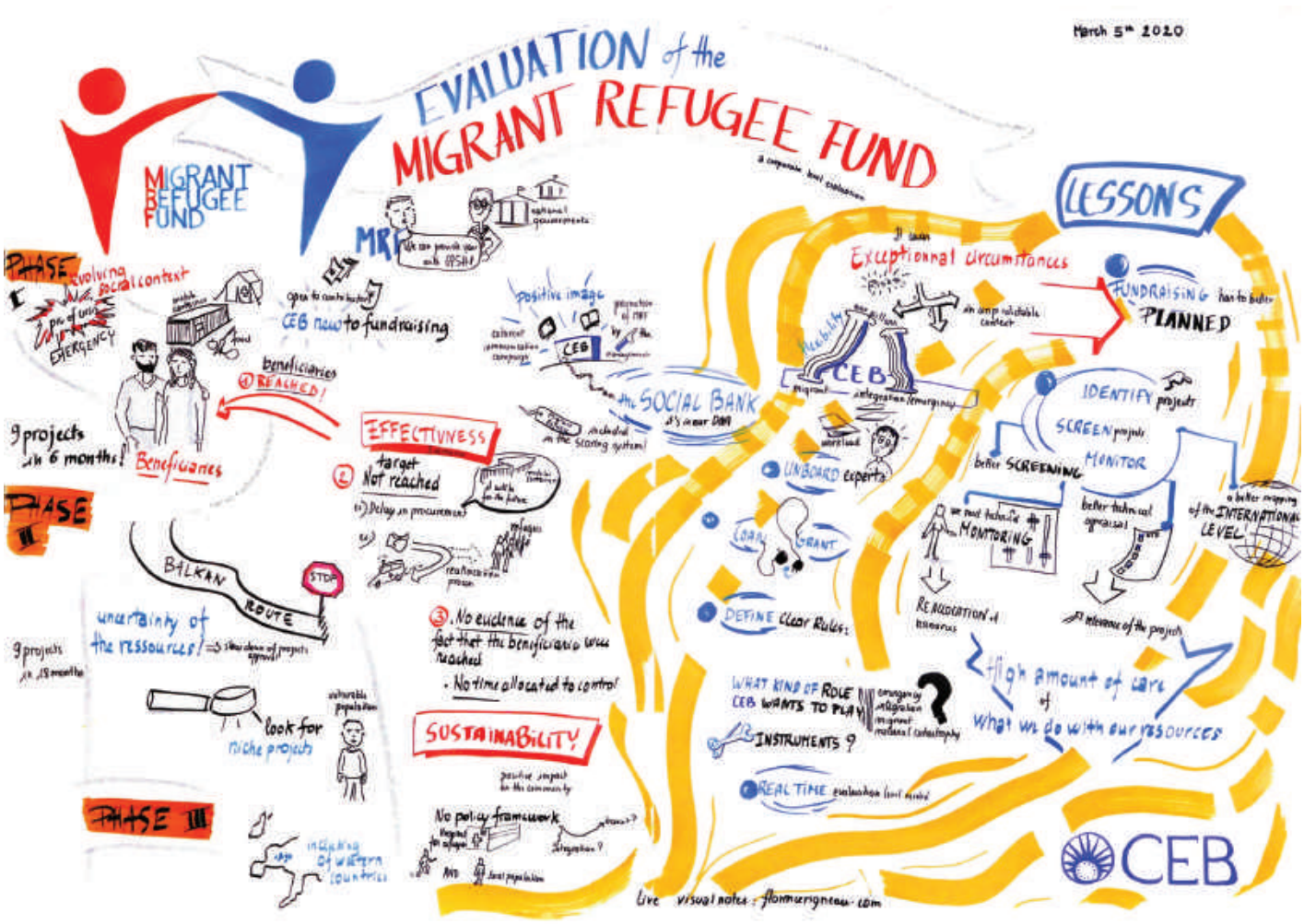
- Guillaume Capelle, fondateur de SINGA et CALM
- Dominique Lamiot, président du Conseil de direction de la CEB
- Eva Maydell, membre du Parlement européen/présidente du Mouvement européen international
- Christine Whitehead, professeur émérite en économie du logement, London School of Economics.

Mme Samardžić-Marković a déclaré : "Les sept projets présélectionnés étaient tous remarquables et le jury a eu la tâche difficile de choisir un lauréat. En fin de compte, ce qui a fait pencher la balance en faveur de Hedona d.o.o., c'est son modèle d'entreprise combiné à un impact social tangible et le fait que l'initiative peut facilement être reproduite dans d'autres pays européens.

"Aider à l'intégration des citoyens les plus vulnérables est l'une des trois priorités stratégiques de la CEB, ce qui fait que le projet gagnant est pleinement conforme au mandat de la CEB".



(Page opposée, en haut) Alemka Lončar, PDG, avec quelques produits de Hedona.
(À gauche et en haut) L'entreprise se concentre sur le bien-être de ses employés.



Évaluer. Apprendre. Améliorer

Le Bureau de l'évaluation de la Banque (EVO) a entrepris ce la première évaluation au niveau de l'institution à la CEB. L'évaluation du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) a fait ressortir des enseignements précieux qui sont déjà utilisés au service des nouvelles initiatives de la CEB et pour renforcer sa redevabilité.

L'évaluation du MRF avait deux objectifs :

- **(I)** déterminer si la conception et le fonctionnement du Fonds étaient adaptés pour lui permettre d'atteindre ses objectifs
- **(II)** tirer des enseignements qui pourraient être appliqués à de nouveaux instruments dédiés financés par des dons.

L'évaluation a comporté une analyse approfondie du processus organisationnel, un vaste examen du portefeuille ainsi que des visites sur le terrain dans six pays impliqués dans les opérations du Fonds.

Quels résultats ?

Après avoir mis en place le MFR, fin 2015, la CEB a démontré sa capacité à agir en précurseur, en mobilisant des fonds et du personnel pour identifier et approuver rapidement une série d'opérations d'urgence humanitaire le long de la route des Balkans.

Au fil du temps, le portefeuille du Fonds a évolué pour refléter l'évolution de la crise migratoire ainsi que des priorités stratégiques. Après la signature de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie en 2016, le portefeuille du MRF a été étendu à de multiples objectifs. Il a été confronté aux défis d'atteindre les pays de destination et de financer des projets visant l'intégration sociale. À partir de 2018, le MFR est

L'évaluation à la CEB

Le Bureau de l'évaluation de la CEB (EVO) répond aux besoins de redevabilité de la Banque en réalisant et en gérant des évaluations étendues, rigoureuses et objectives des opérations, initiatives ou instruments de la Banque. Ces évaluations sont réalisées indépendamment des directions opérationnelles et conformément aux bonnes pratiques internationales. L'EVO contribue à l'apprentissage institutionnel en partageant ses connaissances pour améliorer la préparation et l'évaluation des projets et le discours stratégique.

passé de l'aide humanitaire au soutien de l'intégration sociale des migrants et des réfugiés.

La création et la gestion d'un nouveau programme dédié de dons, tel que le MFR, a constitué un défi important pour la CEB. L'Europe a été touchée par une crise humanitaire sans précédent et la Banque a dû développer un nouveau type de soutien pour mobiliser des ressources extérieures et financer des opérations humanitaires. Dans ce contexte, les priorités de financement ont prévalu sur les discussions concernant les procédures, les normes et les critères d'identification et de suivi des projets. Au fil du temps, l'évolution incertaine de la crise des migrants et l'imprévisibilité des engagements ont également eu des répercussions importantes sur le traitement et la gestion des portefeuilles.

Quelles leçons à en tirer ?

L'expérience de la Banque en matière de gestion du MFR lui permet de tirer des enseignements précieux pour affiner sa position dans le domaine de l'aide aux migrants et aux réfugiés et pour améliorer la gestion de dispositifs financés par des dons. L'évaluation a identifié des enseignements



Une des visites de terrain en cours

sur la collecte de fonds, ainsi que sur les procédures et les normes de sélection et de suivi des projets. Les résultats mettent notamment en évidence l'importance :

- de la planification d'examens structurés pour introduire des ajustements stratégiques dans le fonctionnement de l'instrument de dons
- des ressources humaines pour le soutien technique et un suivi indépendant des opérations
- de l'élaboration de normes et de procédures spécifiques pour sélectionner, gérer et suivre les opérations financées par des dons afin de garantir le bon fonctionnement des meilleures pratiques.

À propos du MRF

- A été créé en octobre 2015
- Soutient les efforts des États membres pour :
  - garantir que les migrants et les réfugiés qui arrivent sur leur territoire jouissent des droits de l'homme fondamentaux
  - intégrer les migrants et les réfugiés et leur permettre de reconstruire leur vie dans des conditions dignes.
- Est ouvert aux contributions volontaires et a reçu **28,4** millions d'euros de la part de 23 donateurs.
- A approuvé **28** opérations dans **14** pays.

coebank.org/fr/project-financing/evaluation/documents-and-publications/



Discussion avec... **Luigi Cuna,** évaluateur principal à la CEB

Info : Comment est née l'évaluation du MRF ?
LC : Le Gouverneur Wenzel a demandé à EVO d'effectuer une évaluation du MRF, au niveau de l'institution, en analysant ses performances via l'examen des opérations sur le terrain et la manière dont le Fonds est géré au niveau institutionnel.

Info : En quoi cette évaluation diffère-t-elle des autres évaluations menées à la CEB ?
LC : EVO était pleinement conscient de l'importance stratégique de cette évaluation pour assurer la redevabilité de la CEB envers les donateurs du MRF. Le personnel de la Banque impliqué dans la collecte de fonds, la gestion des dons, la mise en place des opérations et le suivi, a été associé à l'élaboration de l'approche de l'évaluation et à la discussion des résultats.

Il s'agissait de la première évaluation au niveau de l'institution jamais réalisée à la CEB et elle a nécessité des visites sur le terrain dans six États membres de la CEB. Bien que nous ayons fait appel à des consultants externes, la rédaction du rapport a été de la seule responsabilité d'EVO. Le résultat est une évaluation très équilibrée et crédible.

Info : La création du MRF a-t-elle été une bonne idée ? Qu'est-ce qui aurait pu être fait différemment ?
LC : Le MRF a été une initiative très précieuse et opportune qui répondait à une crise humanitaire sans précédent et était guidée par les principes de partenariat et de solidarité internationale. Certains des projets ont apporté une aide plus que nécessaire, en particulier au cours de la phase initiale de mise en œuvre.

L'instrument a toutefois dû répondre à de nombreux défis différents, certains dus à l'évolution constante du contexte social et aux incertitudes du financement. Si la CEB a montré sa capacité d'adaptation dans la gestion du Fonds, l'instrument aurait bénéficié d'un examen formalisé pour renforcer l'adhésion aux changements sur le terrain et de ressources humaines spécialisées supplémentaires.

Info : Comment la CEB devrait-elle tirer profit de cette évaluation ?
LC : Tout d'abord, cette évaluation est une source de force institutionnelle et de crédibilité pour la CEB. Les parties prenantes peuvent être rassurées par le fait que la Banque a demandé une évaluation indépendante pour examiner le fonctionnement d'un instrument financé par des dons externes, très visible, dont elle assume la gestion. Deuxièmement, les enseignements de cette évaluation peuvent être appliqués à des initiatives similaires afin d'améliorer la qualité des futures opérations de la CEB. C'est déjà le cas : lorsque la création du Fonds d'investissement social vert de la CEB a été discutée, EVO a partagé les leçons pertinentes tirées de l'évaluation du MRF pour en faire bénéficier ce nouvel outil financé par des dons.

Actualités, événements et publications

Nouvelle alliance pour le logement social en France



Le mois de septembre a vu le lancement d'un nouveau partenariat visant à favoriser l'accès des organismes français de logement social aux financements européens. L'Alliance européenne pour un logement social durable et inclusif en France est un partenariat entre l'Union sociale pour l'habitat, la Caisse des Dépôts et Consignations, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la CEB, qui permettra aux opérateurs français du logement social d'avoir un accès simple, équitable et cohérent aux financements européens. Ces financements seront disponibles pour tous les projets d'investissement, quelles que soient leur taille et leur localisation territoriale.

L'Alliance s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan de relance pour l'Europe et des rénovations thermiques des bâtiments lancées au sein du Green Deal à l'initiative de la Commission européenne. Les prêts accordés par la BEI et la CEB serviront à financer des mesures de lutte contre le changement climatique, à promouvoir l'inclusion sociale et à soutenir les populations économiquement ou socialement vulnérables.

La CEB et la Commission européenne signent un nouvel accord

En juillet, le Gouverneur de la CEB et le Directeur général de la Commission européenne chargé des négociations de voisinage et d'élargissement ont signé un accord-cadre de partenariat financier. Cet accord sert de cadre à tous les accords de contribution entre la Commission et la CEB, en assurant un alignement entre les conditions générales de la Commission relatives à l'utilisation des fonds de l'UE et les normes et procédures spécifiques de la CEB en tant qu'organisation financière internationale.

Le Gouverneur Wenzel a déclaré : "L'Union européenne est de loin le plus grand donateur de la CEB et cet accord représente un engagement profond des deux parties à accroître notre coopération et notre impact. Avec ce nouveau cadre, nous poursuivrons notre objectif commun : améliorer la vie des gens et la cohésion sociale en Europe. Grâce à des actions concrètes, allant du soutien aux infrastructures sociales et des solutions pour les migrants et les réfugiés à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, nous disposons ensemble de meilleurs outils pour parvenir à un changement durable".

LA CEB PUBLIE SON RAPPORT SEMESTRIEL

La Banque a publié son rapport intitulé "États financiers intermédiaires résumés au 30 juin 2020" . Malgré la pandémie COVID-19 et ses conséquences économiques et des répercussions financières, la CEB est parvenue à et a dépassé la les objectifs du plan de développement de la CEB pour 2020-2022. Un total de 37 nouveaux projets d'une valeur de 4,8 milliards d'euros ont été approuvés au cours du premier semestre 2020. Parmi ceux ci, 15 étaient des projets d'urgence liés à COVID-19. Le site Le rapport intermédiaire est disponible à l'adresse suivante https://coebank.org/fr/investor-relations/interim-reports/

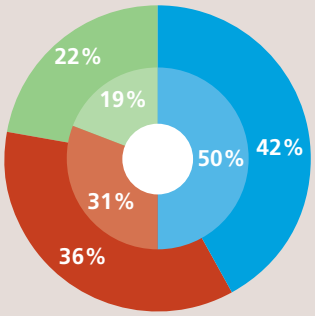
LES NOTATIONS DE LA CEB CONFIRMÉES

En octobre, la CEB s'est vu attribuer pour la première fois la notation AAA avec perspective stable par Scope Ratings. L'évaluation non sollicitée a souligné sa forte position de liquidité et la très haute qualité d'actifs élevée. Standard & Poor's (S&P) et Moody's ont confirmé l'excellente notation de la CEB en juillet, S&P ayant confirmé la notation AAA de la CEB avec une perspective stable, la meilleure note possible. Moody's a confirmé la note d'émetteur à long terme de la CEB à l'Aa1, avec des perspectives stables.

LA CEB ÉMET 1 MILLIARD DE DOLLARS US 0,25% DE DE BENCHMARK MONDIAL

Le 14 octobre, la Banque a réussi à fixer le prix d'un nouveau benchmark de 1 milliard de dollars US sur 3 ans. Pour la première fois, les recettes serviront à préfinancer le programme de l'année prochaine. Cette transaction est la troisième transaction de référence de la CEB en 2020. La transaction a permis à la Banque d'atteindre le SSA qui est l'instrument de référence le plus serré sur 3 ans en 2020 et attire un carnet de commandes final de plus de 1,9 milliard de dollars US provenant de plus de 50 comptes.

Distribution des investisseurs



Par zone géographique

Asie Amériques EMEA

Par type d'investisseur

Banques centrales/institutions officielles
Banques et trésors bancaires
AM/Pensions/Assurances

Les événements d'octobre-décembre 2020

Pour en savoir plus sur les réunions et conférences à venir à la CEB et au-delà



12 novembre
Paris, France et virtuellement

Sommet Finance en commun
La première réunion mondiale de toutes les banques publiques de développement aura lieu pendant le Forum de Paris pour la paix (11-13 novembre). Le Sommet aspire à bâtir une coalition pour soutenir un changement positif et une action commune en faveur du climat et des ODD.
Pour en savoir plus : https://financeincommon.org/

12-13 novembre
Virtuel

Réunion du Conseil d'administration de la CEB
Dernière réunion du conseil d'administration pour 2020. Les représentants de chaque État membre approuveront de nouveaux projets d'investissement.
Plus d'informations sur : coebank.org/en/about/structure-management/administrative-council/

27 novembre
Strasbourg, France

Réunion du conseil de direction de la CEB
Dernière réunion du conseil de direction de la Banque pour 2020. Le Conseil de direction supervise les orientations générales de la Banque.
Plus d'informations sur : coebank.org/en/about/structure-management/governing-board/

Lisez nos dernières publications

Vous pouvez télécharger toutes les publications de la CEB à partir de notre site web. Rendez-vous sur coebank.org et cliquez sur "toutes les publications".

RECHERCHE ET ANALYSE APPROFONDIES

Les briefs techniques de la CEB sont rédigés par les spécialistes de la Banque et couvrent tous nos secteurs d'intervention, du logement social à la microfinance et à l'éducation. Ils constituent une ressource précieuse si vous souhaitez trouver des recherches et des analyses approfondies.



ACTUALITÉS RÉCENTES, INTERVIEWS ET MISES À JOUR SUR LES PROJETS

Votre magazine Info est publié tous les trimestres, mais il se passe beaucoup de choses à la Banque entre ces deux dates. Visitez la section "Actualités et publications" de notre site web pour vous tenir au courant. La rubrique "Un projet, une histoire" contient de nombreux articles que vous ne trouvez pas dans Info.



RETROUVEZ LA PROCHAINE ÉDITION **d'Info** EN JANVIER 2021

INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES SOCIALES POUR UNE EUROPE INCLUSIVE, RÉSILIENTE ET DURABLE

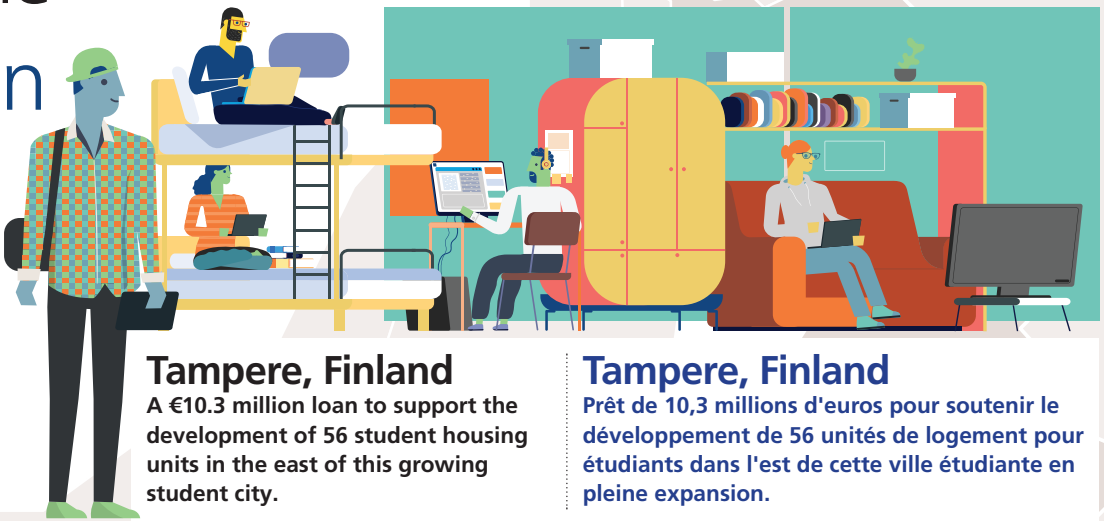
Ce nouveau brief technique explore comment l'investissement dans les infrastructures sociales peut générer une série de gains et constituer le socle d'une reprise économique solide dans une Europe post-COVID-19. Lire l'aperçu en page 8.

Il y a beaucoup plus à découvrir sur notre site web.

Improving life for everyone

Améliorer la vie de chacun

Social infrastructure investments must be holistic if they are to have the strongest, most immediate impact on people's daily lives. The CEB promotes inclusive and sustainable growth across cities and regions in our member states by financing social infrastructure projects in health, education, public transport and housing. Below are some of the projects benefitting from CEB financing.

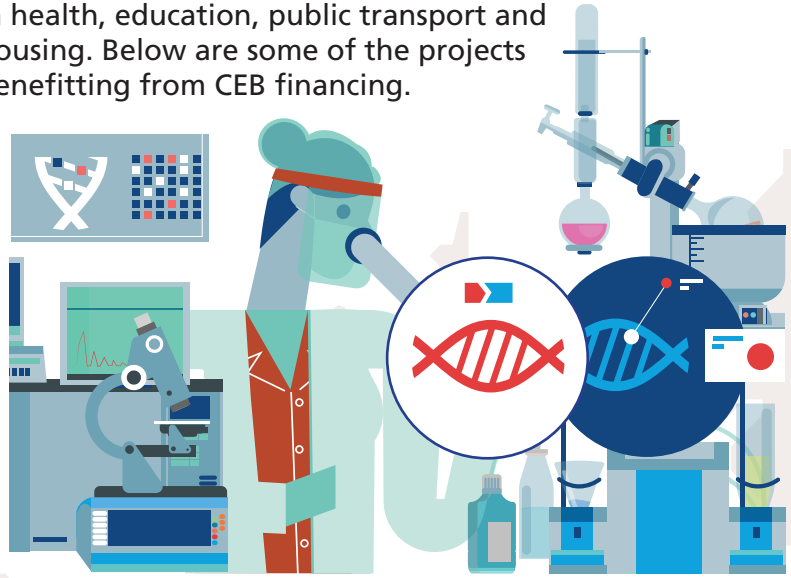


Tampere, Finland

A €10.3 million loan to support the development of 56 student housing units in the east of this growing student city.

Tampere, Finland

Prêt de 10,3 millions d'euros pour soutenir le développement de 56 unités de logement pour étudiants dans l'est de cette ville étudiante en pleine expansion.



Hamburg, Germany
Hambourg, Allemagne

A €180 million loan to fund the construction of new – and upgrades to existing – medical, research and teaching buildings at the University Medical Centre Hamburg-Eppendorf.

Prêt de 180 millions d'euros pour financer la construction de nouveaux bâtiments - et la modernisation des bâtiments existants - dans les domaines de la médecine, de la recherche et de l'enseignement au Centre médical universitaire de Hambourg-Eppendorf.



Kaunas, Lithuania
Kaunas, Lituanie

A total of €50 million in loans to upgrade education, health, sports, social and cultural services in Kaunas, which will be European Capital of Culture in 2022.

50 millions d'euros de prêts au total pour améliorer les services éducatifs, sanitaires, sportifs, sociaux et culturels à Kaunas, qui sera capitale européenne de la culture en 2022.





Les investissements dans les infrastructures sociales doivent être holistiques s'ils veulent avoir l'impact le plus fort et le plus immédiat sur la vie quotidienne des gens. La CEB encourage une croissance inclusive et durable dans les villes et les régions de nos États membres en finançant des projets d'infrastructures sociales dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports publics et du logement. Vous trouverez ci-dessous certains des projets bénéficiant d'un financement de la CEB.

STUTTGART

REGIONE LIGURIA

Stuttgart, Germany
Stuttgart, Allemagne

A €63.2 million loan to increase the supply of affordable and social rental housing in Stuttgart and preserve the city's architectural heritage.

Prêt de 63,2 millions d'euros pour augmenter l'offre de logements locatifs abordables et sociaux à Stuttgart et préserver le patrimoine architectural de la ville.

Regione Liguria, Italy
Regione Liguria, Italie

A €70 million loan to maintain and upgrade regional infrastructure and facilities and modernise public administration services throughout Liguria and Genoa.

Prêt de 70 millions d'euros pour maintenir et améliorer les infrastructures et les équipements régionaux et moderniser les services de l'administration publique dans toute la Ligurie et à Gênes.



